

L'ÉDITO DE CHARLES :

« **Les sombres nuages menaçant l'économie américaine !** »



Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

J'étais hier matin l'invité d'Écorama pour commenter l'actualité économique. Pour voir ou revoir [la vidéo, c'est ici](#).

Nous savons tous, car c'est ce qu'il faut dire, que tout va mieux que bien, surtout aux États-Unis d'Amérique, terre de croissance devant l'Éternel... Pourtant, hier fut une journée catastrophique sur le front des statistiques économiques matérialisant ainsi l'évidente mollesse de la croissance américaine tant vantée.

Pendant ce temps, les « observateurs » glosent savamment sur les modalités de remontées de taux aux USA... Pourtant, augmenter les taux autrement que symboliquement serait pure folie économique tant l'économie étasunienne est droguée et dépendante à l'argent gratuit. Tout là-bas est à taux variable. Aucun crédit n'est fixe, de votre prêt étudiant à celui de l'achat pour votre maison, sans parler des crédits octroyés aux entreprises dont par exemple les producteurs de gaz de schiste... et les 5 400 milliards de « subprimes » pétrolières sur lesquels nous sommes assis.

États-Unis : chute inattendue des mises en chantier

C'est la première information du jour dont je souhaitais vous parler. « Les mises en chantier de logements aux États-Unis ont sévèrement chuté de façon inattendue en février, selon les chiffres publiés mardi par le département du Commerce.

En données corrigées des variations saisonnières, les mises en chantier ont plongé de 17 % en février pour s'établir à 897 000, alors que les analystes tablaient sur 1,04 million. »

Évidemment, c'est toujours la faute à quelqu'un et ici en l'espèce c'est la faute à... la météo, comme d'habitude !

« Les conditions météo difficiles du mois dernier ont affecté les départs de nouveaux chantiers, qui tombent ainsi sous la barre du million en rythme annuel, comme en janvier de l'année dernière, au plus fort d'un hiver 2014 qui avait fortement ralenti l'activité économique. »

Pourtant, le chiffre qu'il faudrait mettre en exergue c'est bien celui-là, le plus significatif, l'évolution sur un an... et l'évolution sur un an ne montre pas véritablement les signes d'une reprise économique transcendante :

« Sur un an, les mises en chantier sont en recul de 3,3 % par rapport à février 2014. »

Encore une fois, oui les choses vont moins mal aux USA qu'en Europe, mais aller moins mal ne veut pas dire aller très bien ! Et c'est cette confusion sur laquelle il convient d'insister lourdement.

Mais ce n'est pas tout.

USA : la balance des flux de capitaux bascule dans le rouge en janvier

C'est une dépêche de l'AFP qui revient sur le fait que « la balance américaine des flux de capitaux investis à long terme a nettement basculé dans le rouge en janvier, selon les chiffres publiés lundi par le département du Trésor. Elle a affiché un déficit de 39,3 milliards de dollars, sous l'effet notamment d'une chute des achats des bons du Trésor, après avoir dégagé un excédent de 49,7 milliards de dollars en décembre ».

En clair, les USA attirent moins de capitaux venant s'investir aux États-Unis que de capitaux américains quittant les USA pour aller s'investir ailleurs...

Plus grave, cette précision de l'AFP dans sa dépêche :

« Selon les données du gouvernement, qui ne sont pas corrigées des variations saisonnières, cette évolution tient notamment à une désaffection des investisseurs privés pour les bons du Trésor américains. »

Cela veut simplement dire... qu'il y a nettement moins d'acheteurs de bons du Trésor américain et que donc la dette américaine ne trouverait plus preneur. Si ce mouvement devait se poursuivre, les taux évidemment monteraient en l'absence d'action de la FED, la banque centrale américaine, qui peut toujours venir racheter la dette de l'État fédéral... Encore une fois, ce n'est pas la fin du monde et un mauvais mois ne fait pas une tendance lourde... Mais cela commence à faire tout de même beaucoup d'indices.

Enfin, car ce n'est pas tout !

Des « mesures exceptionnelles » pour éviter le plafond de la dette aux États-Unis

On commence à réparer du plafond de la dette et nous allons nous diriger encore vers un nouveau psychodrame si un accord n'est pas rapidement trouvé entre un congrès républicain et un président démocrate sur le relèvement de ce fameux plafond de la dette... plafond qui, comme la petite « bête », monte, monte, et monte encore » !

« Le Trésor américain a été contraint de prendre des mesures « exceptionnelles » lui permettant de ne pas atteindre le plafond légal de la dette publique, réactivé lundi après plus d'un an de suspension.

En février 2014, démocrates et républicains avaient accepté de suspendre provisoirement l'obligation pour les États-Unis de maintenir leur dette publique sous un montant maximum fixé par la loi, un mécanisme budgétaire à l'origine de graves crises politiques dans le pays.

Le compromis ayant expiré lundi, les États-Unis sont désormais tenus de ne pas dépasser leur niveau actuel d'endettement, d'environ 18 100 milliards de dollars, tant que le Congrès n'aura pas formellement relevé ce plafond légal. »

Mais rassurez-vous, cela va pouvoir durer longtemps cette fois les tractations entre marchands de tapis, puisque « un défaut de paiement ne menace toutefois pas immédiatement les États-Unis. Les liquidités en réserve et les mesures exceptionnelles devraient permettre de tenir jusqu'en octobre ou en novembre, a récemment estimé le Bureau du Budget du Congrès (CBO) »...

Ouf ! À un moment j'ai eu peur, j'ai presque cru que la croissance battait de l'aile aux États-Unis. D'ailleurs, augmenter les taux d'intérêt en Amérique au moment où la croissance vacille et lorsque le dollar vient de s'apprécier de 20 % dans les derniers mois avec la baisse de l'euro, je trouve que c'est une idée admirable pour aller plus loin dans l'expansion économique.

Mais vraiment, c'est une idée exquise. Encore plus lorsque l'on sait que le PIB américain c'est essentiellement de la consommation basée sur un recours massif au crédit... à taux variable ! Hahahahaha, hahahahahahaha, mais qu'est-ce qu'on va rire !

Il est déjà trop tard, préparez-vous.

Charles SANNAT

« **À vouloir étouffer les révolutions pacifiques, on rend inévitables les révolutions violentes** » (JFK)

« L'Assemblée nationale est toujours otage de Thomas THÉVENOUD qui est toujours député. Pensons à elle. Ne l'oublions pas. »

(Pour protester pacifiquement et avec humour, n'hésitez pas à reprendre cette formule en bas de tous vos mails, de vos articles ou de vos publications, il n'y a aucun droit d'auteur !!)

<http://affaires.lapresse.ca/economie/macro-economie/201503/17/01-4852858-chute-inattendue-des-mises-en-chantier-aux-etats-unis.php>

<http://www.romandie.com/news/USA-la-balance-des-flux-de-capitaux-bascule-dans-le-rouge-en-janvier/575484.rom>

<http://affaires.lapresse.ca/economie/etats-unis/201503/17/01-4852787-plafond-de-la-dette-mesures-exceptionnelles-aux-e-u.php>



Ukraine : Ukraine : le crédit du FMI insuffisant pour relancer l'économie



Le FMI devrait mobiliser plus de 40 milliards pour venir en aide à l'Ukraine en plein effondrement économique. Hyperinflation, effondrement de la monnaie ukrainienne, chômage massif, c'est à une catastrophe économique que les Ukrainiens sont confrontés, ce qui est hélas assez logique lorsqu'un pays est ravagé par une guerre civile.

Demandez donc aux Syriens ou, avant eux, aux habitants de l'ex-Yougoslavie.

Charles SANNAT



© Flickr/ International Monetary Fund

Kiev vient de recevoir 5 milliards de dollars d'aide financière du FMI, mais les autorités du pays estiment que cette somme ne suffira pas, et de loin, à relancer l'économie ukrainienne.

La Banque nationale d'Ukraine a confirmé avoir reçu intégralement la première tranche de 5 milliards de dollars octroyée par le Fonds monétaire international (FMI) dans le cadre de son aide financière à l'Ukraine.



© SPUTNIK. GRIGORII VASILENKO

Cependant, pour rétablir son économie nationale, l'Ukraine a besoin d'un soutien financier beaucoup plus important que les montants prévus par le FMI, a déclaré la ministre ukrainienne des Finances, Natalie Jaresko, à l'issue d'une rencontre avec son homologue américain Jacob Lew. «Le paquet d'aide dont nous disposons contribue à stabiliser le système bancaire, mais il ne suffit ni à relancer, ni à stimuler la croissance économique », a indiqué mardi Mme Jaresko dans une interview au quotidien [Wall Street Journal](http://www.wsj.com).



© REUTERS/ GLEB GARANICH

« J'attends un soutien plus important », a-t-elle ajouté. Selon le journal, la ministre reconnaît que le programme d'aide financière à l'Ukraine comporte certains risques. Il s'agit, selon elle, d'une reprise des hostilités dans le Donbass ou d'un retrait massif de dépôts bancaires. En outre, estime Mme Jaresko, il est difficile de prévoir le résultat des réformes engagées en Ukraine.

Le Conseil des gouverneurs du FMI a approuvé le 11 mars un nouveau programme d'aide financière à l'Ukraine pour 17,5 milliards de dollars. Cinq milliards de dollars ont déjà été versés à Kiev et autant le seront d'ici la fin de l'année. Ce nouveau programme du FMI constitue l'essentiel de l'enveloppe d'aide à l'Ukraine évaluée à environ 40 milliards de dollars.

Lire la suite : <http://fr.sputniknews.com/economie/20150317/1015215645.html#ixzz3Uf4yDwF7>



Europe : Xi Jinping a réaffirmé que la Chine soutenait l'intégration européenne



J'espère juste que les Chinois ne vont pas soutenir l'Europe comme les Américains le font déjà... Nous n'avons pas besoin de plus de « bons amis » bien intentionnés !

Charles SANNAT

BEIJING, 17 mars (Xinhua) – Le président chinois Xi Jinping a réaffirmé lundi le soutien à l'intégration européenne, espérant une coopération plus

étroite entre la Chine et l'Union européenne (UE).

M. Xi s'est ainsi exprimé lors d'une rencontre avec le président du Parlement européen Martin Schulz au Grand Palais du Peuple. Le développement de l'Europe constitue une partie importante dans la multipolarisation du monde, a affirmé M. Xi.

Rappelant sa visite au siège de l'UE au printemps dernier, le président chinois a appelé les deux parties à approfondir leur partenariat pour la paix, la croissance, la réforme et la civilisation.

Les deux parties doivent considérer le 40e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre l'UE et la Chine comme un nouveau point de départ, et s'associer pour augmenter les interactions politiques et la coopération pratique, a-t-il souligné.

Durant la rencontre, M. Xi a également abordé les sessions annuelles des organes législatifs et de conseil politique de la Chine, qui se sont tenues pendant ces deux dernières semaines, ainsi que le travail d'élaboration du 13e Plan quinquennal.

M. Schulz a déclaré pour sa part qu'il était important pour l'Europe et la Chine de consolider leur lien, du fait que les deux parties partagent de nombreux intérêts communs et font face à des problèmes identiques.

L'Europe travaillera avec la Chine pour faire progresser la coopération pratique et le partenariat, a poursuivi M. Schulz.



Video : Écorama, le point sur l'actualité économique (vidéo)



J'étais l'invité ce matin d'Écorama.

Les efforts de Bercy peuvent-ils aider la France à réduire son déficit commercial ? Le sommet de la semaine prochaine à Berlin permettra-t-il une détente entre la Grèce et l'Allemagne ? Quel avenir pour la fusion Lafarge-Holcim ? Écorama du 17 mars, présenté par David Jacquot, sur

Boursorama.com.

[Voir le vidéo directement ici](#)



Economie : La dévaluation de l'euro fait pression sur les exportations de la Chine



La baisse rapide de l'euro, c'est-à-dire l'appréciation tout aussi rapide des autres devises, n'est pas indolore évidemment.

Les deux pays les plus touchés par la baisse de la monnaie européenne seront assez logiquement les États-Unis, puisque l'Europe est un marché privilégié pour les Américains, mais également la Chine, dont

l'Europe est tout simplement le premier client !

Cela veut dire également, et il ne faut pas l'oublier, que pour les consommateurs européens, tous les produits importés ou presque vont augmenter de 20 %... Cela porte le doux nom d'inflation importée... C'est le moment de faire vos courses car les prix vont bien monter... mais pas vos salaires qui, eux, vont baisser car tous les mamamouchis y travaillent. Pour votre bien évidemment !

Charles SANNAT

BEIJING, 17 mars (Xinhua) – La Chine fera face à une plus grande pression pour augmenter les exportations à cause de la dévaluation de l'euro contre le yuan (RMB, monnaie chinoise), a déclaré mardi le porte-parole du ministère chinois du Commerce Shen Danyang.

À la date du 13 mars, le yuan était en hausse de 10,8 % contre l'euro, alors que l'euro a dévalué de 13,2 % contre le dollar américain, selon le porte-parole.

Les atouts des prix des produits exportés sur le marché européen ont été affaiblis par la dévaluation de l'euro, a-t-il expliqué.

En même temps, un euro affaibli va promouvoir les exportations de la zone euro vers les autres marchés, ajoutant une pression concurrentielle aux exportations à haute valeur ajoutée de la Chine.

Les importations en provenance de la zone euro ne sont pas trop affectées par la fluctuation du taux de change, parce que la Chine importe principalement des produits mécaniques, électriques et chimiques tels que des véhicules et des avions en provenance du marché européen.

Cependant, les opportunités d'investissements et de fusions sont plus nombreuses pour les sociétés chinoises parce que les prix des actifs sont en baisse à cause de la dévaluation de l'euro, a ajouté M. Shen.

Sur les deux premiers mois de l'année, les investissements directs non financiers de la Chine dans l'Union européenne ont été multipliés par 9,5 par rapport à la même période de l'année dernière.



Géopolitique : Paris, Berlin et Rome souhaitent rejoindre la banque asiatique AIIB



Je trouve que cela est une excellente nouvelle de voir les Européens tenter de couper leur dépendance à l'égard des Américains. Le mouvement reste encore bien trop timide évidemment mais voir Washington ne pas décoller, c'est plutôt une bonne chose pour notre indépendance.

Charles
SANNAT



© liondw

Créée en 2014 sur l'initiative de la Chine, l'Asian Infrastructure Investment Bank est destinée à financer les projets d'infrastructure dans la région Asie-Pacifique. Son capital initial est de 50 milliards de dollars.

La France, l'Allemagne et l'Italie ont décidé, après la Grande-Bretagne, d'adhérer à la nouvelle Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures AIIB, a rapporté le [Financial Times](#).



© REUTERS/ TAKAKI YAJIMA

La Grande-Bretagne a exprimé son intention de rejoindre l'AIIIB la semaine dernière, suscitant le mécontentement de Washington. Pékin a salué la décision de Londres. Selon le *Financial Times*, la décision des pays européens est un revers diplomatique pour l'administration de Barack Obama qui n'a pas réussi à persuader les pays occidentaux qu'ils pourraient mieux influencer sur le fonctionnement de la nouvelle banque s'ils n'adhéraient pas à l'AIIIB.

Créée en 2014 sur l'initiative de la Chine, l'Asian Infrastructure Investment Bank est considérée comme une institution concurrente de la Banque mondiale (BM) et de la Banque asiatique de développement (BAD). Elle est destinée à financer les projets dans les transports, l'énergie, les télécommunications et d'autres infrastructures dans la région Asie-Pacifique. Son capital initial est de 50 milliards de dollars.

La création de la banque AIIIB est un nouveau chapitre dans la rivalité croissante entre la Chine et les États-Unis, dont la question centrale est « qui définira les règles économiques et commerciales en Asie ».



© AP PHOTO/ KOJI SASAHARA

L'Australie, qui a d'abord renoncé à rejoindre la banque sous l'influence américaine, a récemment déclaré qu'elle pourrait revenir sur sa décision.

L'agence Chine nouvelle a rapporté que la Suisse, la Corée du Sud et le Luxembourg envisagent aussi d'adhérer à la banque AIIIB. Parmi les 21 pays ayant signé l'accord de fondation de la banque en octobre 2014 figurent la Chine, l'Inde, la Thaïlande, le Bangladesh, la Malaisie, le Singapour, les Philippines, le Pakistan, le Brunei, la Cambodge, le Kazakhstan, le Koweït, le Laos, le Myanmar, la Mongolie, le Népal, l'Oman, le Qatar, le Sri Lanka, l'Ouzbékistan et le Vietnam. L'Indonésie a plus tard aussi exprimé son désir d'adhérer à la banque.

Lire la suite : <http://fr.sputniknews.com/economie/20150317/1015221284.html#ixzz3Uf3c0jd2>

